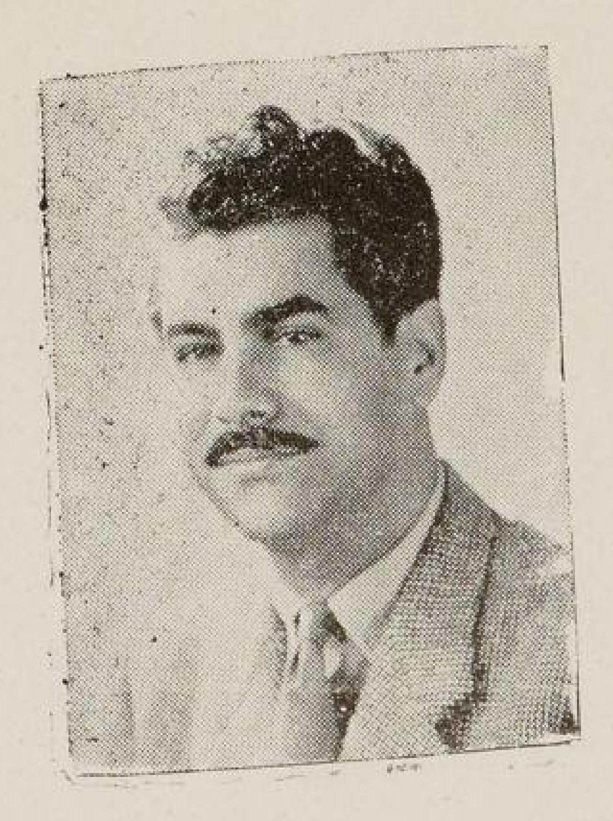
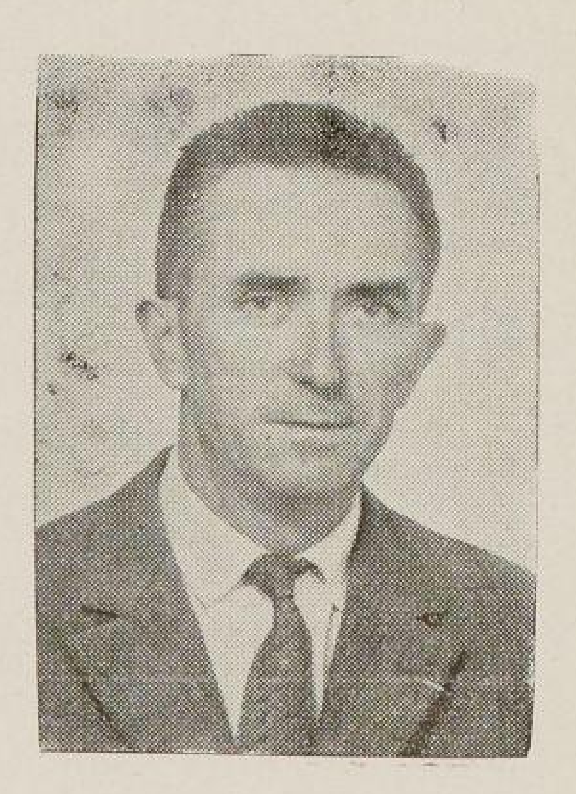


Elections Législatives

NOVEMBRE 1962



4me Circonscription



Citoyennes, Citoyens,

Cette circulaire est longue et pourtant incomplète, nous vous prions de la lire en entier et vous en remercions.

Pourquoi Citoyennes, Citoyens, et non pas, tout simplement Electrices, Electeurs ?.

Parce que nous pensons qu'il faut faire bien voir que nous ne voulons pas, que vous ne voulez pas, être des « Machines à voter », mais que nous entendons, que vous entendez, rester quoi qu'il arrive, des **Citoyennes** et des **Citoyens**.

Ceci revient à dire que nous tenons au « **Gouvernement du Peuple** par le **Peuple et pour le Peuple** », et entendons respecter la devise de la République « **Liberté, Egalité, Fraternité** », dans une France « Indivisible, Laïque, Démocratique et Sociale ».

Voilà donc posés les grands principes démocratiques auxquels nous sommes tellement attachés et qu'il ne faut permettre à **Personne** de détériorer.

La République est le **bien commun**, par excellence, de tous les Citoyens de France, et qui est la France?.
La France c'est l'ensemble des **Travailleurs**, de **tous les Travailleurs**, qu'ils soient des Villes ou qu'ils soient des Campagnes, et tous ont le même espoir, espoir qui doit devenir une volonté de tous les instants : **être assurés de vivre dignement, par une juste et pleine rémunération de leur travail, et ne plus avoir la hantise de la maladie, de l'accident, de la catastrophe, du chômage et de la vieillesse**.

Pour cela il faut : **la paix, la stabilité dans la légalité,** et beaucoup de **bonne volonté** mais aussi de **volonté** de la part de celui qui a le droit d'exiger qu'on l'écoute : **le Peuple**.

Le **Peuple** peut il faire entendre sa voix sans l'intermédiaire de ses **Représentants** ?.

Peut il élire ses **Représentants** sans que ceux-ci définissent ce qu'ils entendent faire au nom de ceux qui les ont choisis ? **Non**.

Nous ne sommes pas de ceux qui attendent le prochain « **Discours du Chef** » pour savoir ce qu'ils pensent ou ce qu'ils peuvent dire.

Essayons donc par de simples **titres** de montrer comment nous entendons **représenter** les **Citoyens** et qu'elles sont les **Idées maîtresses** qui nous guident.

Dans le **domaine des Institutions et des Libertés**.

Application de la Constitution dans l'équilibre des pouvoirs et instauration du **Gouvernement de Législature**.

Respect de la Légalité Républicaine et Indépendance de la Justice. Liberté de la Presse écrite ou parlée pour une **Information Objective**.

Dans le **domaine Economique et Social**, nous avons dit : **tous les travailleurs veulent êt-e assurés de vivre dignement par une juste et pleine rémunération de leur travail**.
Ceci est valable pour tous les milieux de **Travailleurs** car leurs sorts sont intimement liés, qu'il s'agisse de l'Agriculteur, de l'Ouvrier, du Commerçant, de l'Artisan, de l'Employé d'Etat, du Marin ou de ceux qui devraient pouvoir ne plus travailler : les Vieux Travailleurs.

Agriculteurs : Le IV plan ne permettra pas la Parité : augmentation prévue du revenu : 6,25 %, augmentation du revenu général prévu 6%. Est-ce les 0,25% de différence qui supprimeront le déséquilibre existant ?.
Loi d'orientation ?. C'est un moindre mal !. Faudrait il encore pouvoir l'appliquer : or sur 6 lois permettant cette application une seule a été votée.

Sur le plan local : rappelons que M. Godefroy a voté contre la Motion de censure condamnant le refus du Gouvernem nt de convoquer la Chambre des Députés en Avril 60 (Séance du 5/5/60).
Qu'il a voté pour le projet gouvernemental ne prevoyant pas le retour à l'Indexation des Prix, ce qui signifie qu'il a voté contre l'Indexation (Séance du 18/5/60).
Nous proposons : la garantie de l'écoulement des produits, les moyens de produire mieux et davantage grâce à un equipement matériel et intéllectuel.

Matériel : aider à la Rénovation foncière en respectant l'Exploitation Familiale Réglementation des cumuls. Indexation des prix mais aussi garantie des prix étendue aux produits à encourager (Lait, Viande, Légumes, Fruits).
Faire cesser la spéculation par l'organisation des marchés.
Aider à l'amélioration de l'Habitat (y compris adduction d'eau et finition de l'Electrification).

Sciences Po / fonds CEVIPOF

Intellectuel : réforme réelle de l'Enseignement avec création de Centres de Formation Agricole mais permettant une formation générale complète (donc rattachés au Ministère de l'Education Nationale).

Les jeunes Ruraux ne sont pas plus bêtes que les autres : alors pourquoi les fils d'Agriculteurs ne représentent ils que deux pour cent des Etudiants fréquentant les grandes Ecoles ?. Parce que la possibilité ne leur est pas offerte de faire mieux.

Ouvrier : (Le paragraphe ci-dessus est valable pour vous, les fils d'ouvrier ne représentant que 6 % des Etudiants).

Pourquoi beaucoup d'Ouvriers sont ils tentés par les grandes Villes ?. Pourquoi le dépeuplement de la Campagne.

Si l'Ouvrier est bien logé, si le plein emploi est garanti, si la parité des salaires est réelle (Suppression totale des abattements de zone, homologation des Tarifs horaires réels des grandes villes), il ne quittera pas son Pays et cela nous amène au problème de **l'Expansion Economique Régionale** au **Commerce**, à **l'Artisanat**, aux **petites et moyennes Entreprises.**

Le Commerce dépend d'abord du pouvoir d'Achat des Clients et du nombre de ces Clients.

Expansion Régionale : nécessitée par le maintien sur place de la Main-d'œuvre existante, le travail à fournir aux **Jeunes**, le transfert de la Main-d'œuvre Agricole libérée par la modernisation des Techniques.

Activités nouvelles en remplacement des Activités en déclin (là se pose le problème de l'aide à la Reconversion : la réadaptation professionnelle et le reclassement. Précisons que sur un emprunt d'Etat de **300 millions de N. F** les travailleurs intéressés ne se sont partagé pour l'instant qu'environ **10 millions** bien maigre effort du Gouvernement).

Commerce : Maintient en place du **Client**. Oui, mais suppression des Tracasseries par une **véritable Réforme Fiscale :** le commerçant n'est pas un **Percepteur** et n'a pas à être **responsable** de la rentrée des **impôts**. La réforme fiscale de Novembre et Décembre 1959 n'est qu'une **pseudo-réforme**. Elle n'est **favorable** qu'aux **grosses Sociétés**.

Artisan. — Où en est le **Statut de l'Artisanat ?**. Le décret du 1er Mars 1962 ne fait que compliquer l'attribution des titres d'**Artisan** et de **Maître Artisan**, les **Technocrates** qui l'ont rédigé n'ont même pas demandé l'avis des organisations professionnelles intéressées.

Commerçants, Artisans, petites et moyennes entreprises, l'Expansion Régionale par la décentralisation des Industries vous intéresse. N'oublions pas non plus tout ce que peut apporter le **développement du Tourisme**, Notre si belle région a été par trop oubliée dans les hautes sphères.

Tourisme fait penser aussitôt à la **Mer**. Il y a ceux qui l'admirent, qui s'y baignent, il y a **ceux qui en vivent :**

Marins : Est-ce que les **risques** de votre dur métier sont suffisamment **garantis ?**. Et vos **revenus ?**.

Rémunération **faible** et **aléatoire** de celui qui « **Produit** ». Prix de **Vente** au **Consommateur** ne correspondant pas souvent à ses possibilités financières. Il n'y a pas qu'un problème de Taxes et de Transport !. Il y a sûrement des **Gourmands** .. et pas seulement gourmands des produits de la mer... Henri VARIN est un MARIN.

Employés d'Etat ou assimilés : Un peu moins de très gros salaires pour ceux qui font peu, **des salaires cohérents, valables,** à ceux qui font **leur travail**. Exiger que celui-ci se fasse dans des **conditions normales**. Un exemple : **les classes de plus de 40 élèves.**

Réforme de l'Enseignement : en bref tout enfant a droit à une situation correspondant à sa valeur personnelle et la possibilité d'accéder à une situation ne peut en aucun cas être tributaire, ou des opinions, ou des moyens financiers de sa famille: Une seule méthode : la gratuité totale de l'enseignement à tous les échelons, dans l'esprit de liberté totale des consciences, donc la laïcité.

Des C. E, G., des Collèges Agricoles et Techniques, des Lycées en nombre suffisant avec des Maîtres et Professeurs en nombre et qualité suffisants, une décentralisation par une réforme complète de l'Université.

Vieux Travailleurs : Vous avez droit à la Vie, l'aumône que l'Etat vous fait ne garantit pas ce droit.

Il faut une Retraite décente, créer des Foyers, des Maisons de Retraite où il fait bon vivre, et non des Prisons vétustes.

Jeunes : Tous les problèmes ci-dessus sont les vôtres : Tous blousons noirs ? Oh non ! ! Exigez le droit à l'instruction, le droit au travail, le droit aux loisirs : il faut des Foyers de Jeunes, des stades, il vous faut un avenir meilleur dans un monde en paix, il vous faut de vrais logements pour créer une famille saine, en un mot il vous faut VIVRE.

QUI SOMMES-NOUS, POUR VOUS PARLER AINSI ?.

Nous n'aimons ni l'un ni l'autre faire état de nos titres ou de nos fonctions, mais il faut que, par ceux-ci, vous voyez que nous ne nous contentons pas de Principes mais que nous les appliquons.

JEAN POTTIER, Métreur Vérificateur Conseil, Adjoint au Maire de Montebourg, Délégué au Syndicat d'Eau, Président de la S. A. E. L. de Montebourg, Président (Membre Actif) de la Musique Municipale, Délégué Cantonal, Membre du Conseil d'Administration du Lycée de Valognes, Membre du C. A. de la F. O. L., né le 6 Juillet 1920 d'un couple d'instituteurs ayant professé 37 ans dans un village de 300 habitants. Pupille de la Nation comme fils de Grand Invalide de Guerre.

HENRI VARIN, Inscrit Maritime, Médaille Militaire, Maire de Flamanville, Vice-Président du Syndicat d'Eau du Canton des Pieux, Président du Syndicat d'Initiative de Diélette-Flamanville, né le 12 Octobre 1914 à Briquebosq.

Si vous partagez nos IDEES et si vous pensez que nous sommes dignes de vous représenter, alors VOTEZ pour

Jean POTTIER S. F. I. O. **Henri VARIN**

Candidats de Défense Républicaine

IMP. PILLU - VALOGNES

Sciences Po / fonds CEVIPOF